

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES**

**ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES**

---

**Collecte, traitement et valorisation des DASRI pour les  
besoins du GHT de l'Union Hospitalière de Cornouaille**

---

**GHT Union Hospitalière de Cornouaille  
CH de Cornouaille, établissement support  
14 Avenue Yves Thépot  
BP 1757  
29107 QUIMPER Cedex**

# SOMMAIRE :

1.1 Objet du marché	3
1.2 Dispositions générales	3
<b>ARTICLE 2 - DEFINITION DES PRESTATIONS</b>	<b>4</b>
<b>2.1 DECHETS D'ACTIVITES DE SOINS A RISQUES INFECTIEUX ET ASSIMILES (DASRI) HORS PIECES ANATOMIQUES IDENTIFIABLES</b>	<b>4</b>
2.1.1 Définition des déchets à traiter	4
2.1.2 Exclusion du périmètre du marché	4
2.1.3 Nature des prestations	5
2.1.4 Collecte et transport	5
2.1.4.1 Locaux de collecte	5
2.1.4.2 Fréquence et horaires des collecte	5
2.1.4.3 Caractéristiques des conteneurs	6
2.1.4.3.1. Nombre	6
2.1.4.3.2 Capacité	6
2.1.4.3.3 Sécurité	6
2.1.4.3.4 Matériau – Lavage - Couleur	6
2.1.4.3.5 Identification – Marquage	6
2.1.4.3.6 Prise en charge et retour	6
2.1.4.3.7 Préhension – Manutention	7
2.1.5 Caractéristiques des véhicules de transport	7
2.1.6 Connaissance des sites et demandes des établissements bénéficiaires	8
2.1.7 Elimination des déchets d'activité de soins à risque infectieux et assimilés	8
2.1.7.1 Définition du traitement par incinération	8
2.1.7.2 Définition du traitement par désinfection	8
2.1.7.3 Continuité de la prestation	9
2.1.7.5 Traçabilité et Bordereau de suivi	9
2.1.7.6 Pesée	10
<b>ARTICLE 3 - MODALITES D'EXECUTION ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE</b>	<b>10</b>
3.1 Coordination des opérations	10
3.2 Conditions générales d'exécution	10
3.3 Mise en service et installation des matériels au démarrage du marché	11
3.4 Règles d'hygiène, formation et tenue des personnels	11
3.5 Modalités de transport	11
3.6 Modalités de traitement	11
3.7 Traçabilité des déchets et justificatifs de l'élimination des déchets	12
3.8 Refus de prise en charge des déchets	12
3.9 Reprise des matériels en fin de marché	12
3.10 Continuité de service	13
3.11 Evolution du besoin	13

## ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE

### **1.1 Objet du marché**

La présente consultation a pour objet La collecte, le traitement et la valorisation des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés (hors pièces anatomiques identifiables) (DASRI) pour l'ensemble des établissements membres du Groupement Hospitalier de Territoire, Union Hospitalière de Cornouaille et pour les établissements partenaires du GHT.

Les Etablissements membres du GHT sont :

- Le Centre Hospitalier de Cornouaille Quimper - Concarneau, établissement support du GHT
- Le Centre Hospitalier Michel Mazéas à Douarnenez
- L'EPSM du Finistère du Sud à Quimper

Les Etablissement partenaires du GHT sont :

- Le Pôle de Réadaptation de Cornouaille (UGECA) à Concarneau, établissement de santé privé d'intérêt collectif
- Le Centre Hospitalier Hôtel-Dieu de Pont-L'Abbé, établissement de santé privé à but non lucratif
- L'Hospitalisation A Domicile (HAD) de Cornouaille à Quimper
- Le Centre Georges Charpak - TEP Cornouaille à Quimper

En phase de passation du marché, le Centre Hospitalier de Cornouaille assure la gestion de la procédure de passation, la signature et notification du marché pour l'ensemble des établissements membres et partenaires du GHT.

En phase d'exécution du marché, chaque établissement assure la gestion contractuelle du marché. Le Centre Hospitalier de Cornouaille, établissement coordinateur du groupement, pourra intervenir concernant tout litige relatif à l'exécution du contrat.

Les établissements membres et partenaires du GHT assureront, chacun pour la part qui les concerne, l'exécution notamment financière (émission des bons de commande, vérification des prestations, règlement des factures..).

### **1.2 Dispositions générales**

Le présent marché comprend les prestations suivantes :

- La mise à disposition de matériels : bacs roulants, compacteurs, basculeurs, bennes, station de lavage de bac
- L'enlèvement des déchets selon une planification arrêtée dans le cadre de la réunion de cadrage du marché avec le titulaire
- Le vidage, le traitement et l'élimination des déchets dans des exutoires agréés ICPE avec édition d'un bordereau de suivi (BSD) quand nécessaire.
- La rédaction d'un bilan annuel (récapitulatif annuel des quantités et des dépenses) en format informatique sur fichier excel.)
- La tenue des revues de contrats dont l'organisation est à la charge de chaque établissement. Un bilan annuel est fourni aux établissements par le prestataire : il mentionne notamment les volumes d'activité par site, les taux de recyclage, de valorisation, les exutoires utilisés et les axes d'amélioration.
- La mise à disposition d'un outil informatique de pilotage de l'activité
- La maintenance des matériels mis à disposition
- Le nettoyage et remise en place après vidage des contenants mis à disposition
- L'exécution des prestations dans le respect de la réglementation et des procédures associées

- L'accompagnement au déploiement des tris sélectifs nouveaux dans certains établissements et ajustement de la prestation en fonction des besoins.

Le volume annuel des déchets à traiter indiqué est communiqué à titre estimatif au vue des chiffres 2023-2024 communiqués par les établissements selon les données de leurs prestataires si disponibles.

## **ARTICLE 2 - DEFINITION DES PRESTATIONS**

### **2.1 DECHETS D'ACTIVITES DE SOINS A RISQUES INFECTIEUX ET ASSIMILES (DASRI) HORS PIECES ANATOMIQUES IDENTIFIABLES**

#### **2.1.1 Définition des déchets à traiter**

Les déchets d'activités de soins pris en charge par le marché sont définis par le Chapitre V du Titre III Livre III du Code de la Santé Publique (article R.1335-1 à R1335-8 B), à savoir ceux qui :

*« 1° Soit présentent un risque infectieux, du fait qu'ils contiennent des micro-organismes viables ou leurs toxines, dont on sait ou dont on a de bonnes raisons de croire qu'en raison de leur nature, de leur quantité ou de leur métabolisme, ils causent la maladie chez l'homme ou chez d'autres organismes vivants ;*

*2° Soit, même en l'absence de risque infectieux, relèvent de l'une des catégories suivantes :*

- a) Matériels et matériaux piquants ou coupants destinés à l'abandon, qu'ils aient été ou non en contact avec un produit biologique ;*
- b) Produits sanguins à usage thérapeutique incomplètement utilisés ou arrivés à péremption ;*
- c) Déchets anatomiques humains, correspondant à des fragments humains non aisément identifiables. »*

Cette définition sera adaptée en cas de changement de la réglementation, sans qu'il soit nécessaire de modifier le présent CCTP.

#### **2.1.2 Exclusion du périmètre du marché**

D'une manière générale, seront exclus :

- Les sels d'argent, produits chimiques utilisés pour les opérations de développement, clichés radiographiques périmés...,
- Les produits chimiques, explosifs, à haut pouvoir oxydant,
- Les déchets mercuriels,
- Les déchets radioactifs,
- Les solvants, dans le cas de traitements alternatifs à l'élimination,
- Les déchets provenant de malades atteints de la maladie de Creutzfeldt-Jakob, si le traitement ou l'élimination finale ne comporte pas d'incinération,
- Les médicaments anticancéreux concentrés et les filtres du système de ventilation des hottes à flux laminaire vertical et des isolateurs qui seront impérativement éliminés par une filière spécifique aux déchets dangereux garantissant l'incinération à 1200°C.

En présence de déchets exclus de l'objet du présent marché, le titulaire devra en informer immédiatement le producteur, aux fins de mise en place d'une procédure permettant de traiter les déchets conformément à la réglementation ; à défaut de solution et lorsque ces déchets sont isolables, le titulaire en assure le retour dans les locaux du producteur.

### 2.1.3 Nature des prestations

Le titulaire sera chargé de la collecte, du transport et de l'élimination des DASRI et assimilés.

Ce service comprend :

- La mise à disposition d'emballages adaptés en quantité suffisante,
- L'enlèvement des contenants remplis aux lieux de collectes indiqués ,
- Le transport des déchets jusqu'au centre de traitement approprié,
- Le traitement et l'élimination des déchets soit par incinération soit par banalisation dans un centre de traitement agréé.

Les interventions du titulaire seront réalisées dans le cadre des textes réglementaires en vigueur, notamment le code de la Santé Publique, le code du Travail, le code de l'Environnement ainsi que celui relatif au Transport des Matières Dangereuses. Les déchets seront éliminés selon la filière adaptée.

### 2.1.4 Collecte et transport

Les déchets seront déposés, selon leur nature, soit dans des sacs de couleur jaune, soit dans des boîtes pour les objets coupants et piquants, soit dans des fûts étanches pour les déchets liquides ou semi-liquides.

Ils seront ensuite rassemblés sur les lieux de collecte comme définis à l'Annexe 1 du présent CCTP, soit dans les conteneurs mis à disposition par le titulaire, soit dans des emballages perdus.

#### **Cas de l'HAD de Cornouaille à Quimper :**

Les déchets DASRI de L'HAD de Cornouaille à Quimper sont actuellement mutualisés dans les contenants du site Laënnec du CH de Cornouaille à Quimper pour collecte, traitement et valorisation.

L'HAD de Cornouaille prévoit de déménager ses locaux courant 2025 sur le site de l'EPSM du Finistère Sud à Quimper impliquant un nouveau lieu de collecte de déchets DASRI dont le volume est encore difficile à évaluer.

Toutes les informations nécessaires seront transmises en temps utiles par l'HAD de Cornouaille, afin que le titulaire puisse mettre en place les prestations réglementaires.

**Le titulaire ne pourra, en aucun cas, se prévaloir postérieurement à la conclusion du marché d'une connaissance insuffisante de cette évolution pour justifier une quelconque impossibilité à exécuter la totalité de ses engagements et obliger le pouvoir adjudicateur à supporter des charges financières supplémentaires.**

#### 2.1.4.1 Locaux de collecte

La localisation des lieux de stockage centralisé, leurs accès ainsi que toutes autres contraintes d'exécution, seront portés à la connaissance du titulaire, site par site.

La prestation suppose la prise en charge des déchets à partir de chaque local de stockage centralisé.

L'enlèvement s'effectuera dans le respect des règles d'hygiène et de sécurité en vigueur au sein de chaque établissement.

#### 2.1.4.2 Fréquence et horaires des collecte

Les fréquences de collecte définies en Annexe 1 du présent CCTP ont été établies en fonction de la réglementation actuelle.

La filière d'élimination ne doit pas excéder 72 heures pour un site produisant plus de 100 kg par semaine, 7 jours si la quantité est inférieure à 100 kg par semaine et 3 mois si elle est inférieure à 5 kg par mois.

Les horaires prévus dans la tournée du titulaire seront portés par ce dernier à la connaissance de l'établissement et, le cas échéant, aménagés en fonction des contraintes propres à l'établissement.

Sauf urgence, due en particulier à des conditions extrêmes de circulation routière, toute modification du fait du titulaire devra être signalée aux adhérents dans un délai de deux semaines

#### **2.1.4.3 Caractéristiques des conteneurs**

##### **2.1.4.3.1. Nombre**

Ils doivent être en nombre suffisant pour la production de chaque site en fonction d'une périodicité d'enlèvement conforme à la réglementation en vigueur.

##### **2.1.4.3.2 Capacité**

Les conteneurs doivent être adaptés aux conditions de collecte et de stockage spécifiques à chaque établissement.

Leur nature sera déterminée à la suite de l'étude que le titulaire aura effectuée pour élaborer son offre.

##### **2.1.4.3.3 Sécurité**

Ils doivent être équipés d'un système permettant une fermeture efficace depuis le chargement sur le site producteur jusqu'au site de traitement.

Le couvercle sera muni d'un dispositif de fermeture complète.

Seuls les GRV dument fermés pourront être collectés par le prestataire.

##### **2.1.4.3.4 Matériau – Lavage - Couleur**

Leur forme et leur matériau doivent permettre leur lavage et leur désinfection extérieure et intérieure sur le site de traitement.

Ces opérations devront être effectuées dans le respect de la réglementation sur les rejets d'effluents liquides.

Les conteneurs seront munis d'un couvercle de couleur jaune, de poignées et de roulettes orientables.

La couleur pouvant faire l'objet de prescriptions réglementaires ultérieures, ces dernières seront appliquées par le titulaire sans frais supplémentaires.

##### **2.1.4.3.5 Identification – Marquage**

Les conteneurs seront conformes aux matériels mis en démonstration lors de la consultation.

Chaque conteneur devra être clairement identifié et permettre d'assurer la traçabilité des opérations de collecte et de destruction.

Chaque conteneur portera les mentions obligatoires imposées par la réglementation pour l'identification du contenu et du producteur.

##### **2.1.4.3.6 Prise en charge et retour**

Le titulaire est tenu de mettre constamment à la disposition des Etablissements des conteneurs en parfait état et conformes aux prescriptions réglementaires.

Il incombera au titulaire de faire toutes les réserves d'usage lors de la prise en charge des conteneurs après leur lavage et leur désinfection par le centre de traitement- élimination.

Afin de respecter la réglementation en vigueur, lors de chaque collecte, le titulaire sera tenu d'enlever impérativement l'ensemble des contenants remplis et à collecter le jour prévu de la collecte sous peine de pénalités définies à l'article 9 du CCAP.

Chaque établissement membre du groupement assurera par ailleurs le contrôle régulier de la propreté et du bon état des chariots. Il lui sera loisible d'appliquer des réfections en cas de constatation contradictoire du mauvais état des chariots déposés.

Au cas où un Etablissement ne se conformerait pas aux exigences exprimées d'exclusion du périmètre du marché, en application de l'article 1-2 du présent CCTP, le titulaire aurait la faculté de ne pas prendre en charge les chariots concernés.

Il devra dans ce cas motiver les causes de son refus et proposer toute action corrective pour pallier ces anomalies.

Le titulaire procédera au contrôle d'absence de radioactivité et fera son affaire des conséquences d'une non-détection éventuelle.

#### **2.1.4.3.7 Préhension – Manutention**

La manutention des conteneurs pleins devra être possible par une personne seule.

Selon les besoins de chaque établissement les conteneurs devront posséder ou pas un dispositif d'accrochage permettant de les assembler et de les tracter.

En fonction de l'unité de traitement choisie, le titulaire s'engage à équiper ses conteneurs des accessoires nécessaires au basculement.

Le modèle de conteneur utilisé devra être agréé au titre de L'ADR et conforme à la réglementation.

Chaque conteneur sera identifié par une mention explicite, le pictogramme du danger biologique et/ou un de couleur. Il portera un code à barres ou une puce électronique permettant d'assurer la parfaite traçabilité des déchets de leurs prises en charge jusqu'à leur traitement. Ce code correspond à un numéro unique représentatif d'un lieu et d'une date de collecte.

Cet engagement s'appliquera également en cas de changement du matériel ou du procédé de traitement en cours d'exécution.

#### **2.1.5 Caractéristiques des véhicules de transport**

Les véhicules de transport doivent être consacrés exclusivement à cette activité. Ils doivent satisfaire aux conditions de la circulaire de la DGS N° 296 du 30 avril 1996.

Le transporteur devra se conformer aux obligations récapitulées à l'annexe 6 du guide du Ministère de la Santé.

Les candidats devront indiquer les caractéristiques techniques des véhicules et produire tout document de nature à préciser ces données.

Le titulaire utilisera un véhicule respectant toutes les obligations réglementaires pour ce type de transport : règlement sanitaire départemental, arrêté ADR du 01/06/2001 et réglementation postérieure (notamment l'arrêté du 05/12/2002) ainsi que l'arrêté du 29 mai 2009 modifié relatif aux transports de marchandises dangereuses par voie terrestre et les dispositions relatives à la classe 6-2 de L'ADR (Accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par route).

### **2.1.6 Connaissance des sites et demandes des établissements bénéficiaires**

Chaque candidat est réputé avoir directement pris connaissance de la configuration de chacun des sites où doit s'effectuer la collecte et des contraintes inhérentes à chaque établissement bénéficiaire en particulier :

- Taille des accès
- Trajets internes aux sites
- Heures et jours de collecte

Il devra joindre obligatoirement à son offre les attestations de visite visées par les établissements bénéficiaires et par sa société.

### **2.1.7 Elimination des déchets d'activité de soins à risque infectieux et assimilés**

#### **2.1.7.1 Définition du traitement par incinération**

L'élimination sera assurée auprès d'une installation agréée pour recevoir et traiter les déchets d'activité de soins.

Elle doit se faire par incinération dans le respect des normes de température, de délai, de proportion de déchets à traiter, de rejets dans l'atmosphère. (Cf. page 19 du Guide technique du Ministère de la Santé).

La réception des déchets sera assurée selon les dispositions de l'arrêté du 23 août 1989 relatif à l'incinération des déchets contaminés en usine d'incinération de résidus urbains. Le prestataire devra accepter tout type de conditionnement respectant la réglementation pour les déchets d'activité de soins à risque infectieux et assimilés à savoir notamment :

- Sacs plastiques
- Boîtes à aiguilles
- Cartons doublés en plastique
- Fûts en plastique

Le candidat indiquera dans son offre les modalités de prise en charge des éléments susceptibles de contenir des ATNC (Agent Transmissible Non Conventionnel)

Les modalités d'incinération des DASRI sont détaillées dans les arrêtés du 20 septembre 2002.

#### **2.1.7.2 Définition du traitement par désinfection**

Le traitement par désinfection sera obligatoirement effectué dans une installation autorisée pour recevoir et traiter les DASRI, dans un site autorisé de prétraitement par désinfection.

Ce procédé vise à modifier l'apparence des déchets et à réduire leur charge microbiologique. Il peut reposer sur différentes techniques qui débutent généralement par un broyage préalable des déchets, puis suit un procédé de décontamination soit physique (thermique) soit chimique.

Le Code de la Santé Publique précise que les déchets doivent être prétraités par désinfection de telle manière qu'ils puissent ensuite être collectés et traités selon les conditions définies à l'article L.2224-14 du code général des collectivités territoriales.

Le candidat devra préciser le ou les centres qui traiteront ou prétraiteront les DASRI dans sa proposition. L'admission des DASRI est conditionnée par l'arrêté préfectoral d'autorisation de l'installation et dont une copie devra être transmise avec la proposition du candidat.

D'une manière générale sont exclus :

- Les sels d'argents, les produits chimiques utilisés pour les opérations de



- développement, les clichés radiographiques périmés....
- Les produits chimiques, explosifs, à haut pouvoir oxydant
- Les déchets mercuriels
- Les déchets radioactifs
- Les produits anticancéreux
- Les solvants
- Les objets métalliques

Le candidat devra proposer une filière alternative pour la prise en charge des déchets DASRI qui ne peuvent être traités avec un traitement par désinfection.

Le candidat précisera dans quelles conditions il assurera la formation nécessaire à la mise en place de cette filière alternative.

Il reviendra au titulaire de décrire son processus de traitement pour chacun des déchets et de fournir les agréments attendus au niveau des transports et des exutoires, etc.

Le titulaire devra dans tous les cas être en mesure, à tout moment du marché, de démontrer que les installations utilisées sont détentrices de toutes les autorisations nécessaires à l'exercice de ces activités.

Si la solution retenue comporte un traitement par désinfection des déchets d'activité de soins à risques, le titulaire devra préciser la destination finale des déchets ainsi désinfectés.

Les déchets désinfectés devront être éliminés régulièrement et conformément aux règles d'hygiène.

L'appareil de désinfection devra être homologué par le Conseil Supérieur d'Hygiène Publique de France.

Le candidat indiquera dans son mémoire technique, les déchets admis et les déchets refusés.

De même, il décrira ses clauses et modalités de calcul des frais pour déclassement en cas d'erreur de tri.

### **2.1.7.3 Continuité de la prestation**

Le prestataire devra en toute circonstance prendre en charge les déchets présentés par le collecteur dans les heures d'ouverture et délivrer des chariots désinfectés en continuité.

Le prestataire devra assurer la continuité du service et indiquer dans son offre les solutions alternatives qu'il compte prendre en cas d'arrêt temporaire du centre de traitement, de grève ou de crise grave de toute nature.

### **2.1.7.5 Traçabilité et Bordereau de suivi**

Dans le cadre de l'exécution des prestations, le titulaire du marché devra assurer la traçabilité des contenants remis lors de la collecte.

Dans son mémoire technique, le candidat devra préciser les moyens et les outils de traçabilité qu'il compte utiliser pour garantir à cette exigence légale.

Lors de la prise en charge des déchets sur chaque site, le producteur remettra au transporteur le bordereau de suivi des déchets d'activités de soins à risques infectieux dûment complété selon le cerfa N°11352\*04 ou sa dernière version en vigueur.

Après la destruction des déchets, le bordereau de suivi sera retourné au producteur dans le délai réglementaire d'un mois actuellement.

Le prestataire se conformera aux évolutions réglementaires.

#### **2.1.7.6 Pesée**

Le prestataire devra mettre en place un système de pesée permettant de connaître avec précision le tonnage réel des déchets collectés pour chaque collecte effectuée sur chaque site. Le prestataire devra également préciser le moyen de pesée utilisé, que ce soit via un module de pesée embarquée, un transpalette peseur ou tout autre dispositif de pesée directe.

Un ticket de pesée, indiquant le poids net des déchets enlevés, devra être joint au bordereau réglementaire de suivi des déchets et à la facture. Ce ticket servira de base pour la facturation du traitement au tonnage. La pesée réelle sera privilégiée à tout autre mode d'estimation.

La non-production ou l'inexactitude répétée des bons de pesée pourra entraîner l'application de pénalités, conformément à l'article 9 du CCAP.

### **ARTICLE 3 - MODALITES D'EXECUTION ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

#### **3.1 Coordination des opérations**

Chaque établissement bénéficiaire désignera un professionnel hospitalier, interlocuteur des prestataires du marché pour le suivi opérationnel de la bonne exécution des prestations, objet du marché.

L'interlocuteur hospitalier précisera les besoins en début de contrat et aidera à la mise en place de l'organisation requise sur chaque site de son établissement.

Chaque établissement rédigera un protocole de sécurité, chargement/déchargement avec le candidat retenu.

#### **3.2 Conditions générales d'exécution**

Le titulaire est tenu de respecter scrupuleusement les conditions d'exécution des prestations prévues au présent marché. Il s'engage à mettre en place les moyens nécessaires pour effectuer sa prestation dans des conditions de qualité et sécurité irréprochables avec du personnel formé aux spécificités de ces circuits.

Le titulaire aura pris connaissance de la configuration des lieux et des contraintes au moyen des documents composant le DCE et des informations qui lui ont été délivrées et observations qu'il aura pu faire lors de la visite obligatoire des sites.

Le prestataire s'engage à assurer la collecte des déchets selon la fréquence définie et devra préciser dans son mémoire technique les moyens mobilisables de remplacement en cas de panne.

Les fréquences de collecte seront précisées par les établissements lors de la mise au point du marché dans un document. Toutefois, elles seront modifiables au cours de l'exécution du marché.

En cas de non-respect de collecte de bac ou des horaires, des pénalités seront appliquées suivant les montants prévus à l'article 14 du CCAP.

Aucune prestation n'aura lieu les jours fériés, les prestations sont décalées au jour ouvrable suivant.

Le candidat décrira précisément dans son offre la méthode de traitement retenue, les coordonnées de l'exutoire.

Il devra être en possession des autorisations préfectorales nécessaires pour l'exercice de son activité de transport et traitement des déchets. Ces autorisations seront fournies avec les documents de l'appel d'offres.

S'il fait appel à un sous-traitant, les autorisations des sous-traitants seront également fournies.

Il présentera chaque mois, aux établissements hospitaliers, en accompagnement de la facture, le reporting par site de la production de déchets soit via un espace client extranet, soit via un format excel. Cette méthode de reporting sera décrite dans le mémoire technique.

Les titulaires devront se conformer à toute nouvelle disposition légale et réglementaire s'appliquant à sa prestation, dans l'exécution du marché.

### **3.3 Mise en service et installation des matériels au démarrage du marché**

La livraison, l'installation et la mise en service des différents matériels feront l'objet d'un accord avec l'interlocuteur hospitalier qui fixera la date et le lieu d'installation. La mise à disposition sera constatée par un bordereau signé des 2 parties indiquant :

- Identification du fournisseur
- Date de dépôt
- Type et nombre de contenant et équipement (compacteur ...)
- Localisation par site
- Observations éventuelles (état des contenants,...)

Le titulaire s'engage à assurer la formation des utilisateurs lors de la livraison des équipements.

### **3.4 Règles d'hygiène, formation et tenue des personnels**

Pour l'ensemble des déchets, les contenants (compacteurs, bennes, caisses palettes ...), sont enlevés par le prestataire dans le respect des règles d'hygiène et de sécurité. Lors de l'enlèvement si des déchets se répandent sur le sol, le titulaire les récupère et nettoie l'emplacement conformément aux règles d'hygiène et de sécurité en vigueur.

Le titulaire s'engage à ce que son personnel et la totalité des moyens utilisés présentent les garanties de formation et d'encadrement.

Les personnels seront équipés d'une tenue professionnelle permettant de clairement les identifier par le logo de l'entreprise, ils se soumettront aux règles d'hygiène voire les protocoles sanitaires en vigueur dans les établissements. Ces informations seront communiquées et mises à jour par l'interlocuteur hospitalier.

### **3.5 Modalités de transport**

Le titulaire s'engage à effectuer le transport des déchets dans des véhicules respectant la réglementation en vigueur. Les véhicules seront propres et en bon état de fonctionnement. Le titulaire sera responsable et devra respecter la réglementation notamment en matière de transport vers les centres de traitement agréés.

### **3.6 Modalités de traitement**

Le titulaire traitera les déchets collectés, suivant la réglementation en vigueur, dans les installations et filières appropriées indiquées dans son offre. Le titulaire fournira une copie des autorisations concernant les installations chargées du traitement des déchets et signalera à l'interlocuteur hospitalier tout changement d'installation ou modification des conditions de traitement.

D'une manière générale, le titulaire du marché se conformera en tous points à l'ensemble des règlements et normes relatifs aux opérations de collecte, transport et élimination finale des déchets.

En cas d'évolution de ces textes en cours de marché, il mettra en œuvre immédiatement les moyens matériels, techniques, logistiques, administratifs et humains pour se conformer aux évolutions réglementaires. Ces adaptations n'influeront pas sur les coûts établis pour le marché.

### **3.7 Traçabilité des déchets et justificatifs de l'élimination des déchets**

Le suivi des déchets pris en charge par le titulaire depuis l'établissement producteur jusqu'au centre de traitement final sera assuré par le titulaire.

L'accès à un site extranet de suivi de la prestation au fur et à mesure de sa réalisation serait apprécié dans le cadre de la mise à jour du registre des déchets sortants par les établissements.

Le ticket de pesée, dans le cadre de la collecte par compacteur et si le camion BOM est équipé du pesage embarqué, devra être transmis à l'établissement collecté, soit immédiatement (ticket papier, envoi mail), soit dans les 48h consécutives à cette prise en charge (par toute forme adaptée à cette transmission en différé).

Les factures ne seront recevables qu'à la condition d'être accompagnées :

- Des bons de collecte/rotation
- Le cas échéant des bons de pesée
- Du relevé de prestation mensuel comportant les dates de collecte/rotation, le nombre de bac à déchets vidés ou/et le poids de déchets pris en charge, le nombre d'intervention de lavage du caisson du compacteur et des bacs à déchets.

Dans le cas contraire, la prestation sera jugée incomplète et donc non facturable.

### **3.8 Refus de prise en charge des déchets**

Le titulaire listera dans son offre les déchets acceptés dans la filière concernée et les déchets refusés.

Le titulaire présentera de manière très précise dans son offre ce qui sera fait de la matière refusée et expliquera la méthode de calcul de déclassement permettant de facturer les frais de traitement éventuels qui devront être renseignés au niveau du bordereau de prix.

La totalité du chargement devra être traitée.

Si au moment du déchargement, le titulaire constate la présence de déchets « non conformes », l'établissement producteur devra en être immédiatement informé afin de venir constater la non-conformité s'il le souhaite. Tout manquement à cette consigne ne pourra être suivi de facturation de matière déclassée.

Si le motif de refus est imputable aux établissements membres du GHT (problème de tri), ceux-ci sont redevables des frais de traitement, conformément aux éléments renseignés dans le bordereau de réponses et de prix.

### **3.9 Reprise des matériels en fin de marché**

Une mise au point entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire sera réalisée 2 mois avant la fin du marché afin de définir le calendrier de reprise des équipements afin d'éviter toute discontinuité entre le marché actuel et le nouveau marché.

Les établissements du GHT s'engagent à restituer les équipements en état de fonctionnement. La responsabilité des établissements du GHT ne saurait être engagée si le dysfonctionnement des équipements est dû à un mauvais entretien du titulaire.

### **3.10 Continuité de service**

En cas de mouvement social des personnels du prestataire, ou des sites d'élimination finale risquant d'entraîner l'impossibilité de l'exécution totale ou partielle des prestations assurées par le titulaire, le pouvoir adjudicateur devra être informé. Une concertation donnera lieu à une adaptation provisoire du marché afin de poursuivre la prestation.

L'évacuation et le traitement des déchets devront être assurés.

Les coûts associés aux moyens matériels mis en œuvre à cette occasion, n'auront aucune conséquence financière sur le coût des prestations.

Le titulaire appliquera les prix pratiqués dans le cadre du marché.

En cas d'inexécution partielle ou totale, pouvant porter préjudice au bon fonctionnement des établissements, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire réaliser les prestations par un autre prestataire au frais du titulaire défaillant.

### **3.11 Evolution du besoin**

Les besoins exprimés dans le présent CCTP, sont basés sur l'historique de l'activité 2023.

Une revue annuelle des contrats sera organisée par le pouvoir adjudicateur, elle permettra notamment de suivre l'évolution des indicateurs d'activité.

Les tonnages ou le nombre de contenants indiqués dans le CCTP par les établissements concernés par la prestation sont donnés à titre indicatif et pourront être revus à la hausse ou la baisse en fonction du déploiement du tri selectif.

La fermeture partielle, provisoire ou totale d'une activité peut entraîner la modification de la prestation correspondante (point de collecte modifié, et évolution des tonnages des sites). Des réaménagements de locaux pourront intervenir au cours de l'accord-cadre entraînant des suspensions temporaires des prestations voire des transferts définitifs des points de collecte.

Toute modification des points de collecte sera notifiée au titulaire du marché par lettre recommandée avec accusé de réception, un (1) mois avant la mise en place de la nouvelle collecte précisant la date de mise en œuvre et le descriptif des modifications. A sa demande, une visite des locaux pourra être programmée.